



## LA PERCÉE

Le Premier Quartier-Maître Général avait choisi le jour du printemps.

Une pluie douce et fine était tombée au crépuscule et la nuit avait été presque calme, à peine troublée par quelques tirs sporadiques de l'artillerie de soutien et par le passage de Spad et de Fokker, très haut dans le ciel.

On entamait la cinquième année de guerre.

Un peu avant cinq heures du matin, alors que le brouillard commençait à se former, un terrible rugissement éclata sur le front du nord-ouest et un mur de feu, haut comme une tour, s'abattit sur les deux armées britanniques qui tenaient une ligne de 70 kilomètres entre la Scarpe et l'Oise, au contact des divisions françaises établies plus au sud, sur la rive gauche de l'affluent de la Seine. L'impeccable colonel Bruchmüller avait rassemblé 6 200 canons et 3 000 mortiers lourds et lance-mines, que l'on avait approchés en grand secret au cours des semaines précédentes. Ils allaient battre méthodiquement, scrupuleusement, chaque mètre carré de terrain, pendant quatre heures trente.

Cent départs par kilomètre, dix fois par minute. Une sensation d'épouvante. À 9h30, ce jeudi 21 mars 1918, plus d'un million d'obus avaient été tirés.

Une partie d'entre eux étaient des obus à gaz. Le Maître de l'Artillerie avait opté pour un mélange subtil, qui allait obliger les soldats ennemis à ôter rapidement leur masque pour essuyer les larmes qui les aveuglaient, afin de respirer de plein fouet le phosgène mortel, au goût d'amande amère. Ils se mettaient à baver et mourraient en quelques minutes, dans d'atroces souffrances, le visage noirci et les yeux hors des orbites.

La première ligne du dispositif adverse, la « Forward Zone », fut très vite totalement écrasée, bouleversée, submergée par cette avalanche, sur plusieurs centaines de mètres en profondeur. Au bout de trois quarts d'heures, les lignes de tranchées n'étaient plus discernables. Les unités se retrouvèrent coupées les unes des autres, les postes de commandement isolés et muets, les liaisons impossibles. Les quelques survivants se terraient au plus profond des abris. Les états-majors de division n'espéraient plus que le maintien en vie, et en état de combattre, de toutes petites unités expérimentées, avec quelques mitrailleuses et des grenades.

Les installations les plus profondément enterrées, les plus solidement édifiées au cours des longues périodes de travaux patients et minutieux de l'hiver, allaient être labourées, fouaillées, défoncées, tandis que des milliers de corps étaient retournés, déchiquetés, enfouis, les hurlements des blessés se perdant dans le fracas inconcevable et ininterrompu des explosions et de l'intense ébranlement du sol. Un ouragan de fin du monde.

Au bout d'une heure, le tir s'allongea vers la seconde ligne et des obus explosifs spéciaux clouèrent au sol les quelques compagnies qui cherchaient à se réorganiser. L'artillerie britannique fut touchée à son tour, même les Longs Toms

situés cependant en retrait, dans des zones qui paraissaient a priori bien protégées et parfaitement camouflées. Plus de deux mille canons allaient être ainsi détruits, tandis que des escadres de Fokker et de Pfalz balayaient le terrain, dégageaient le ciel, bombardaient les aéroports de campagne, les routes, les dépôts, les voies de chemin de fer. Les usines d'outre-Rhin produisaient désormais près de deux mille avions par mois.

Tout sautait dans le dispositif de défense des Troisième et Cinquième armées britanniques. Les généraux Byng et Gough, réveillés en sursaut par le séisme, commencèrent à donner des ordres pour faire glisser vers l'Ouest des éléments de divisions trop exposés. En effet, en beaucoup d'endroits, on n'avait pas eu le temps, ni les moyens en main-d'œuvre spécialisée, pour organiser solidement les arrières de la « Battle Zone ». Aussi demandait-on à chaque commandant d'unité de prendre des initiatives sur place, du mieux qu'il le pourrait.

Un peu après 9h30, dans un brouillard encore épais, au milieu de nuages serrés de gaz toxique, trois armées sortaient des tranchées allemandes. Elles étaient précédées de groupes d'assaut spécialement entraînés et équipés des armes les plus modernes. C'étaient les premiers bataillons des soixante divisions que le Quartier-Maître Général avait préparés pour la bataille décisive, et soigneusement camouflés depuis cinq semaines dans les abris bétonnés de la ligne Hindenburg. Commandées par des chefs qui n'avaient encore jamais connu la défaite, inspirées des tactiques qui avaient si bien réussi sur les fronts Russe et Italien, elles étaient décidées, offensives, rapides, efficaces.

On avait créé spécialement ces « Sturmdivisionen » pour cet affrontement de la dernière chance. Elles étaient persuadées qu'elles ne feraient qu'une bouchée des forces britanniques.

Ces hommes avaient été exercés aux nouveaux plans d'attaque, au système des concentrations de masse sur plusieurs points sensibles, à une stratégie de rupture, soudaine et violente. Soumis aux pressions insistantes de l'enseignement patriotique, leurs rations de campagne avaient été doublées. Ils devaient marcher vite et droit, utiliser systématiquement le lance-flammes, les grenades incendiaires en forme d'œufs, le canon transportable, ainsi que les nouvelles armes automatiques de poing, neutraliser les nœuds de résistance avec les procédés les plus brutaux et conserver une liaison constante avec l'artillerie de soutien, renouvelée et mise au point pendant des mois, avec une patience et une minutie typiquement germaniques.

On n'avait jamais manqué de volontaires, même après toutes ces années terribles de la guerre de position, pour constituer ces compagnies d'excellence, ces bataillons d'élite que l'on avait ensuite intégrés sans difficulté dans les régiments revenus victorieux de Courlande ou d'Ukraine.

L'armée impériale disposait de 40 000 véhicules, de 10 000 canons, de plus de 6 000 avions, presque tous du dernier cri, dont les fameux monoplaces qui pouvaient monter à 5 000 mètres d'altitude en vingt minutes et étaient supérieurement armés. On manquait par contre de tanks, car le Haut Commandement ne croyait pas à l'efficacité de cette « artillerie spéciale », encore trop peu mobile et qui s'était révélée tellement fragile sur le champ de bataille, face aux pièces de « 77 » tirant à bout portant.

En recevant quelques journalistes convoqués à la fin du mois de février au Grand Quartier Général d'Avesnes, une sous-préfecture du département du Nord occupée depuis quatre ans, le général Ludendorff leur avait déclaré : « Nous

avons tout: effectifs, artillerie, approvisionnement. Notre supériorité en nombre et en moyens n'est pas considérable, mais elle est notable. Je vous promets, Messieurs, une victoire rapide et complète!»

Pourtant, au cours de la première journée de combat, le 21 mars, la troupe la plus puissante que le monde ait jamais connue – aux dires de ses chefs – fut loin de tout balayer sur son passage. Certes, sur le flanc sud, la XVIII<sup>e</sup> armée du junker Oskar Von Hutier, dont les ancêtres huguenots avaient fui la France deux siècles auparavant, allait bousculer rapidement les quelques forces qui lui faisaient face et s'enfoncer profondément dans le dispositif adverse. Mais, devant la Troisième armée britannique, les divisions d'élite se heurtaient, au-delà de la «Forward Zone» complètement bouleversée, à une résistance d'une vigueur et d'une efficacité inattendues.

Trois kilomètres seulement étaient franchis au cours de cette première matinée. De plus, face à une supériorité numérique presque écrasante, les régiments écossais, irlandais et bengalis du général Byng contre-attaquaient avec rage dès qu'ils le pouvaient, sur les deux côtés de la poche creusée par l'avancée de Von der Marwitz. Pire même, à la tombée de la nuit, après une journée terrible marquée par des corps à corps sanglants, des éléments de la 19<sup>e</sup> division britannique, appuyés par des chars d'assaut, reprenaient une partie du terrain perdu.

Mais les bataillons de la Force Expéditionnaire Britannique s'épuisaient rapidement. L'un d'entre eux eut 260 morts dès le premier jour, et, sur les 270 survivants, 50 à peine étaient totalement indemnes. Ils étaient harassés, affamés, couverts de boue. Harcelés toute la nuit par les groupes d'assaut ennemis, ils se réveillèrent le lendemain au bord de la rupture.

Cette même situation de grave perte d'équilibre, on la retrouvait plus au sud, au bord de l'Oise.

Sans doute le commandement de la V<sup>e</sup> armée britannique n'avait-il pas cru que l'adversaire puisse étendre son attaque initiale jusqu'à la zone charnière entre les forces alliées. Aussi, s'était-il contenté de couvrir faiblement ce secteur, confiant dans la barrière naturelle que constituaient la rivière et les marais qui l'entouraient. Mais la période de temps sec qui avait précédé la bataille devait grandement faciliter la traversée de cette zone, habituellement peu praticable en pareille saison. De plus, le brouillard allait dissimuler complètement les mouvements de l'infanterie allemande.

Ainsi, dès les premières heures de l'attaque, des bataillons de choc prenaient pied sur la rive ouest de l'Oise, à l'endroit exact de la jonction entre Français et Britanniques. Ils avançaient rapidement au beau milieu de larges intervalles laissés entre les centres organisés, pour la plupart très affectés par le pilonnage initial, qui avait atteint une ampleur totalement insolite dans ce secteur. Ils étaient immédiatement suivis de pièces de campagne très mobiles, prêtes à l'action à la moindre résistance, et dont les munitions étaient transportées par de nouveaux tracteurs à chenilles.

De nombreux ambulanciers aguerris et spécialement entraînés, étaient chargés de relever immédiatement les blessés, afin de les ramener vers des centres de secours, dans des conditions exceptionnelles de célérité et de sécurité.

Au début de l'après-midi, après avoir tenté de rassembler les informations disparates venues d'un peu partout, le commandant de la Cinquième armée britannique estimait qu'il avait en face de lui au moins 11 divisions en première ligne, sans doute huit en soutien et trois en réserve, alors que

lui-même ne pouvait opposer à ces forces que sept divisions encore en état de combattre! C'était une lutte à un contre trois et certains de ses régiments ne disposaient que d'effectifs réduits, bientôt devenus dérisoires.

Assez vite, l'avance allemande devint si rapide qu'elle commença à agir comme une drogue. On n'avait rien connu de semblable depuis quatre ans dans l'armée impériale.

Sept, huit, dix kilomètres... De petits groupes britanniques, complètement isolés, demandaient à se rendre. On les dépassait sans y prêter attention. Habitué depuis quarante mois à se camoufler, à se terrer, à sauter de trou en trou à chaque coup de main, à se plaquer au sol à la moindre alerte, les officiers et les soldats de Von Hutier se surprenaient à avancer debout, face au danger, en terrain découvert, comme s'ils étaient devenus miraculeusement invulnérables.

Ce même premier jour, vers 14 heures, le général Duchêne, qui commandait le corps d'armée placé immédiatement au contact des Britanniques, à la charnière des forces alliées, envoyait un télégramme au général Pétain, commandant en chef de l'armée française. Il lui signalait, en termes pressants, l'importance de l'offensive ennemie et ses premiers succès. Il insistait sur la densité de la préparation d'artillerie, le nombre important des batteries engagées, l'étendue du front d'opération. C'était sans aucun doute la grande attaque annoncée depuis trois mois par tous les organes qualifiés d'outre-Rhin.

Mais, sur les lignes de Champagne, qui couvraient la capitale et ses industries essentielles, des actions d'artillerie d'une intensité anormale s'étaient réveillées dès l'aube et maintenues tout au long de la journée. On avait même assisté à des coups de main particulièrement audacieux, à des corps à corps



sauvages, à des accrochages de grenadiers dans les boyaux, comme si des groupes de commandos avaient reçu pour consigne de ramener à tout prix des prisonniers. S'agissait-il d'obtenir des renseignements en vue d'une prochaine offensive? Comment pouvait-on affirmer que l'ennemi allait consacrer tous ses moyens contre l'armée anglaise?

Pétain était prudent. Il pouvait s'agir d'une simple diversion.

Sur l'insistance de son État-major, il se décida cependant à quelques mesures locales, afin de freiner l'avancée allemande sur le canal Crozat, qui reliait la Somme et l'Oise, et protégeait une ligne de chemin de fer d'intérêt secondaire, mais qui pouvait se révéler fort utile pour faire monter en ligne des renforts d'artillerie. Au milieu de l'après-midi, on avait envisagé le déplacement en camions d'une division de Duchêne, la 125<sup>e</sup>, pour maintenir la liaison avec l'aile droite des Britanniques. Mais, il fut impossible de prendre un contact suivi avec l'état-major de Gough, qui se repliait en catastrophe vers le nord, poursuivi par les lansquenets du Kronprinz.

On se pencha à nouveau sur les cartes. Seul un corps d'armée en voie de formation, au repos dans la région de Coulommiers, pouvait être immédiatement disponible: deux divisions d'infanterie et une de cavaliers à pied, mais sans appui d'artillerie lourde. Il n'était pas question de risquer les grosses pièces en direction du Nord, tant que l'on ne serait pas davantage renseigné sur la situation des deux armées britanniques.

Le groupe était mis aussitôt sous le commandement du général Pellé, un polytechnicien qui venait de toucher sa troisième étoile. Les ordres seront reçus au moment du départ des camions. «Soutenir la Cinquième armée anglaise en difficulté, recueillir les bataillons en retraite, arrêter l'élan de l'ennemi, si possible devant Noyon.»

À peine ces dispositions étaient-elles communiquées que le Maréchal Douglas Haig, commandant en chef des troupes britanniques en France, envoyait au Grand Quartier Général de Compiègne un télégramme alarmant. Il était une heure du matin. Il évoquait, en termes précis et crus, les réalités de la grande offensive, sur laquelle il ne pouvait plus y avoir de doutes, et parlait de « replis inévitables », de dizaines de milliers de Tommies hors de combat, de centaines de canons abandonnés aux mains de l'ennemi. Il sollicitait le renfort immédiat des réserves et la mise en œuvre, dans les délais les plus brefs, des dispositions prévues dans un accord interallié, signé deux mois auparavant, et qui s'appliquait automatiquement en cas d'attaque menaçante.

Le ton était tout à fait inhabituel et l'angoisse perceptible.

Ainsi, dès la fin du premier jour de l'offensive ennemie, il fallait prendre, dans la hâte et l'incertitude, des décisions qui engageraient lourdement l'avenir et pouvaient se révéler périlleuses en cas d'erreur stratégique majeure.

Philippe Pétain décida d'avertir Paris. Il ne se prononçait toujours pas sur la matérialité d'une attaque massive. Peut-être n'était-ce pas encore l'offensive décisive attendue ? Son analyse, rédigée en termes prudents et mesurés, partit à quatre heures du matin.

Mais les bruits les plus malencontreux avaient précédé sa démarche. Au cours de la soirée, des députés se répandaient avec véhémence dans les couloirs de l'Assemblée, les socialistes s'agitaient. On parlait de 10 000 prisonniers en un seul jour, de 40 000 morts, d'une avancée foudroyante des armées du Kronprinz Impérial ! Déjà, deux ou trois trains de réfugiés étaient arrivés Gare du Nord, en provenance d'Arras et d'Armentières.

Ces pauvres gens, déjà évacués en 1914, étaient partis aux premiers coups de canon, mais avaient dû abandonner très vite les chariots sur lesquels ils avaient entassé des matelas, du linge et quelques ustensiles. Ils arrivaient totalement démunis. On les avait entassés dans la vaste cantine militaire, au bout du Quai 19, celle qui servait pour le transit des permissionnaires. Toutes les permissions venaient d'être supprimées.

Et les premiers obus tirés par un canon à longue portée, dont on ne savait absolument pas d'où ils étaient tirés, commençaient à tomber sur la capitale, à raison d'un toutes les seize minutes, au hasard. Ils frappaient la rue Saint Georges, la terrasse de l'Orangerie aux Tuileries, les magasins Paris France, la station de tramway de la Gare de l'Est. Un savant de l'Institut calcula que la bouche à feu devait être située à 120 kilomètres! Les plus prudents se réfugièrent dans les caves et les plus riches se renseignèrent sur les horaires des trains en partance pour le Sud. Les vacances scolaires de Pâques approchaient. On donna des ordres pour protéger, à l'aide de revêtements de sacs de plâtre et de ciment, la pierre et le bronze, les portails de Notre Dame comme les Chevaux de Marly, à la Concorde.

On releva six morts et des dizaines de blessés. Le Président de la République, Raymond Poincaré, dut se déplacer pour rassurer le public. Il était furieux, car il avait été parmi les derniers informés de la gravité de la situation militaire.

Le lendemain, vendredi 22 mars, les divisions d'assaut prussiennes et bavaroises reprenaient leur marche en avant. Elles étaient à nouveau favorisées par un brouillard très dense qui paralysait la vue et gênait l'efficacité de la défense. Les bataillons en masse se précipitaient vers l'Ouest.

– En avant! En avant! Sans pitié, sans peur! Il s'agit de la possession de l'Univers!

Comme la veille, la Troisième armée britannique, au nord du front, se battait d'arrache-pied, infligeait des pertes sensibles à l'adversaire, défendait le terrain mètre par mètre, en se maintenant presque partout sur la « battle zone ». Le général Byng n'avait reculé que de trois kilomètres et il protégeait encore les ruines d'Arras. Mais, plus au sud, l'aile droite de Gough ne pouvait plus tenir ses positions et ne parvenait à conserver aucune des lignes de repli que lui désignait un état-major de plus en plus alarmé.

Au milieu de la journée du 22 mars, le Troisième Corps du général Butler était sur le point de céder complètement. Il fallait prendre rapidement des décisions de portée très large qui impliquaient l'ensemble des fronts. L'alerte générale était déclenchée un peu avant 14 heures, depuis les Flandres jusqu'à la Lorraine.

Un vide était en train de se créer entre les armées françaises et anglaises, une trouée d'au moins quinze kilomètres, dans laquelle les troupes d'assaut de Von Hutier allaient se jeter en force, pour se rabattre ensuite vers le sud, menaçant directement Paris. Chacun craignait de se retrouver dans la même situation qu'à la fin du mois d'août 1914.

Il devenait indispensable d'accélérer la montée au feu du groupe Pellé. Le général était reçu en personne, dans l'après-midi, par le Commandant en Chef qui lui transmettait de vive voix des ordres précis de concentration sur la rive gauche de l'Oise et d'engagement sur la ligne du canal Crozat. Mais, sur le terrain, cette situation était déjà dépassée, le canal franchi en plusieurs points, malgré une résistance héroïque de quelques compagnies sacrifiées.

À 19 heures, devant la gravité de la conjoncture, et pour la première fois depuis le début de la guerre, le général Duchêne

recevait la consigne de prendre directement sous ses ordres la division anglaise la plus menacée, celle qui se repliait sur sa gauche. Gough était à peine avisé. Il avait bien d'autres soucis. Il venait d'ordonner un repli général derrière la Somme et ses tourbières.

Pendant la nuit, le Grand Quartier Général de Compiègne commença à étudier la possibilité d'une contre-attaque à partir du nouveau corps d'armée, dont les camions venaient de débarquer les premiers bataillons à Ham et à Chauny. Mais les munitions n'avaient pas suivi. Chaque homme ne disposait que de 80 cartouches et les mitrailleuses n'avaient pas plus de dix minutes d'autonomie. L'artillerie de campagne n'arriverait que le surlendemain.

Et, à une heure du matin, un nouveau télégramme de Douglas Haig venait bouleverser ces préparatifs. Ce n'étaient plus quelques divisions, mais toute une armée que réclamait maintenant l'état-major britannique, qui se voyait déjà acculé à la mer ! Or, en réserve générale, Pétain ne disposait que d'une seule armée, la III<sup>e</sup>, celle d'Humbert, l'ancien commandant de la division marocaine. Elle servait de couverture au front de Champagne, considéré comme un secteur vital. Fallait-il secourir à tout prix les divisions anglaises en difficulté et appliquer immédiatement les dispositions les plus extrêmes de l'accord conclu en janvier entre les deux gouvernements ?

Toute la nuit, les contacts s'entrecroisèrent, de plus en plus fébriles, ainsi que les échanges de télégrammes entre Compiègne et le Ministère de la Guerre, Rue Saint Dominique, où veillait le général Mordacq. Le Président du Conseil, Georges Clemenceau, ne l'avait quitté qu'au-delà de minuit, inquiet et ronchon.

Vers trois heures du matin, un accord était enfin trouvé avec Haig. Le général Humbert prendrait le commandement, dès le lendemain 23 mars à l'aube, de l'ensemble des unités situées dans la zone sud des combats, qu'elles soient françaises ou britanniques.

Il était seulement entendu que les divisions anglaises resteraient le moins longtemps possible sous une direction étrangère. Juste le temps nécessaire pour être relevées dans des conditions acceptables et de se replier derrière la Somme.

Mais tous ces mouvements impliquaient de plus en plus l'ensemble des fronts. Il fallut alerter en urgence le général De Castelnau, responsable de l'armée de l'Est, pour lui ordonner de mettre en route immédiatement deux de ses divisions de réserve. On ne pouvait pas laisser de vide dans le dispositif général, après le glissement de la III<sup>e</sup> armée.

Pétain devenait de plus en plus sombre. Il manquait toujours une trentaine de divisions allemandes dans les prévisions faites par son état-major, à partir des premières données de la nouvelle bataille. Où se cachaient-elles ? N'étaient-elles pas déjà en train de se préparer, en Lorraine ou dans les Flandres, pour une attaque soudaine, dans un secteur inattendu ?

Partout, la nervosité était à son comble, les batteries tenues constamment en alerte, les coups de main fréquents et de plus en plus hardis. Après quatre ans de guerre, il semblait que tout fût relancé et la détermination n'avait jamais paru aussi grande.

Pendant les trois jours suivants, jusqu'au lundi, une formidable bataille s'engagea, dans laquelle les unités françaises furent de plus en plus impliquées. Tandis que la Cinquième armée britannique se désorganisait et se délitait d'heure en heure, et n'existerait bientôt plus en tant que force

de combat, les divisions de poilus, débarquées en camions dans des conditions de plus en plus difficiles, étaient lancées sur le terrain de la guerre de mouvement, l'une après l'autre, sans préparation, presque sans artillerie et avec un minimum de vivres et de munitions. On en revenait aux situations insupportables des années précédentes, où l'abattoir engloutissait des milliers d'hommes amenés en première ligne par une gigantesque noria !

Ludendorff avait gagné. Les réserves, si longtemps et si jalousement préservées, fondaient les unes après les autres.

Et ces sacrifices parvenaient à peine à freiner l'élan de la masse de manœuvre allemande, qui progressait d'une dizaine de kilomètres par jour. Elle atteignait maintenant les champs ouverts, les vastes ondulations au bout desquelles se profilait le talus de la voie ferrée Paris-Amiens, la seule capable de supporter les tonnages importants qu'exigeaient l'artillerie lourde et une partie de l'alimentation de la capitale.

On n'en était plus à tenter de faire jouer les dispositions subtiles du Plan d'Aide Mutuelle. Les unités françaises avaient pris directement en compte la moitié du nouveau front, près de quatre-vingts kilomètres, la partie la plus dangereuse et la plus exposée. Quant à Gough, on considérait qu'il avait perdu la tête. Il repliait ses dernières forces vers le nord-ouest, s'écartant délibérément des Français, creusant sur sa droite un trou que le 2<sup>e</sup> Corps de cavalerie s'efforcerait en vain de combler.

Le dimanche matin, 24 mars, fête des Rameaux, les journaux de Berlin parlaient de victoire en Picardie et de fin prochaine de la guerre, tandis que le Conseil des Ministres se réunissait d'urgence à l'Élysée, autour d'un Poincaré « scandalisé » par la situation militaire. À l'ordre du jour, le déménagement

des grands services publics et une nouvelle évacuation de la capitale, comme en septembre 1914.

Les deux commandants en chef se rencontrèrent dans la nuit du dimanche au lundi, à l'état-major de Compiègne. Ils constatèrent très vite qu'ils ne partageaient pas le même point de vue sur les objectifs de l'attaque allemande. Douglas Haig croyait toujours que l'effort principal s'exercerait contre son armée, au nord de la Somme, dans une vaste manœuvre d'enveloppement qui visait à la repousser vers les ports de la Manche. Mais Pétain devait tenir compte des ambitions nouvelles que l'on prêtait au Kronprinz et à Von Hutier, auxquels la réussite ouvrait des perspectives inattendues. Fort d'un télégramme personnel de Clemenceau, il avait reçu l'ordre de couvrir Paris à tout prix.

On conserverait « si possible » la liaison avec les Britanniques.

Aux vingt divisions réclamées avec une pathétique insistance par son homologue, Pétain opposa des exigences stratégiques précises et rigoureuses, au risque de paraître creuser davantage encore la séparation entre les deux forces armées alliées.

Le Maréchal Haig perdit son légendaire sang-froid. Il s'exprima en termes très vifs et fort peu diplomatiques. On se quitta au bord de la rupture. Le chef des armées britanniques allait consulter dans l'heure son gouvernement et réclamer la réunion de la Conférence Interalliée, au plus haut niveau possible.

Le lundi matin, les constatations de terrain semblaient donner raison au général français. L'axe central de l'attaque ennemie se déplaçait manifestement en direction du sud-ouest, en affrontement frontal avec les divisions de renfort, dont le nombre augmentait sans cesse, et que l'on prélevait de plus en plus loin, parfois jusqu'en Alsace. Le Kronprinz Impérial



voulait sa revanche, sa victoire personnelle. Il infléchissait l'intention initiale de l'offensive. Pour lui les Anglais étaient déjà battus.

Dans la nuit du lundi au mardi, l'État-major de Compiègne faisait le compte des divisions déplacées. Elles étaient au nombre de trente-trois ! Et rien ne laissait prévoir la moindre accalmie, bien au contraire. Toutes les prévisions ne tenaient pas plus de quelques heures. On en était à constituer une véritable armée de soutien, que l'on envisageait de confier à Fayolle, à peine débarqué du nord de l'Italie, où il avait fortement contribué à rétablir la situation.

Et ces mouvements de vaste amplitude, qui réclamaient sérénité et attention de tous les instants, se déployaient dans un contexte d'inquiétude, de grande agitation, de rumeurs, de bruits incontrôlables, y compris dans les couloirs du Grand Quartier Général. Pétain n'était-il pas excessivement circonspect, enfermé dans une vision presque exclusivement défensive et conformiste de la situation ? N'avait-il pas réagi trop mollement devant le recul de l'armée Gough ?

Le chef d'état-major général, Ferdinand Foch, qui n'avait plus de responsabilité directe dans la conduite des opérations, ne manquait pas une occasion de donner son point de vue. Parfois, il écrivait même directement à Clemenceau ou au Président de la République. Il avait délibérément adopté la représentation que se faisaient les Britanniques de la situation militaire. Conseiller technique du gouvernement, ancien Commandant de l'École de Guerre, il se présentait volontiers comme un recours, comme la promesse d'un sursaut, et exposait à qui voulait l'entendre un projet audacieux de contre-attaque, alors que l'on envisageait au contraire la mise à l'abri de certains dossiers, peut-être même le départ pour la vallée de la Loire de quelques ministères stratégiques.

Un communiqué de l'état-major de Ludendorff ne parlait-il pas d'un succès, sans doute décisif, tandis que dans les pays neutres, les journalistes aux armées décrivaient l'élan magnifique des troupes allemandes, qu'ils comparaient à celui des grenadiers de Frédéric le Grand ?

Le mardi 26 mars, en fin de matinée, les plus hauts responsables français et britanniques se retrouvèrent à Doullens, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest d'Amiens, à mi-chemin des deux sièges d'état-major. En venant de Paris, dans deux automobiles différentes, Clemenceau et Poincaré avaient distinctement entendu le canon entre Compiègne et Montdidier.

Les avant-gardes de la XVIII<sup>e</sup> armée de Von Hutier menaçaient directement Noyon, une ville symbole pour le Président du Conseil, qui ne pouvait se faire à l'idée, qu'une fois encore, l'ennemi fût si proche du centre vital du pays.

Comme en 1906, le Président du Conseil ne voyait qu'une seule personnalité capable de sortir le pays de la crise et de préparer la victoire. Il se souvenait de sa première entrevue avec Foch, alors relégué dans un obscur bureau du Ministère de la Guerre :

- Je pense à vous confier l'École de Guerre, général !
- J'y enseignais, on m'en a fait partir...
- On a eu tort, sans doute ; en tout cas mon offre est ferme !
- Ignorez-vous que je suis étiqueté clérical ?
- Je m'en fous !
- Ignorez-vous que j'ai un frère jésuite ?
- Je vous répète que je m'en fous !
- Alors ?..
- Alors, vous êtes nommé !

Les Anglais étaient en retard. Dans le jardin de la mairie, de petits groupes s'étaient formés et le sénateur-maire de la petite ville de Doullens allait de l'un à l'autre, répandant à l'envi ses frayeurs et ses obsessions. Si Amiens était pris, allait-on être obligé de traiter ? Les deux présidents, en aparté, évoquaient la sensibilité exagérément inquiète et pessimiste de Pétain. Ne disait-on pas qu'il envisageait toujours les pires hypothèses et qu'il faisait preuve d'un certain manque de caractère dans les situations de danger pressant ? Au fond, n'était-il pas davantage un bon administrateur de la troupe qu'un véritable chef de guerre ?

Le ministre britannique du War Office, Lord Milner, arriva finalement un peu avant midi. Il était accompagné de Douglas Haig et du général Wilson, directeur des Affaires Militaires. Ils avaient été retardés par des bombardements et un pont coupé. La réunion commença aussitôt et se termina à deux heures.

Philippe Pétain, en tant que commandant en chef de l'armée Française, était chargé de faire le point. Il exposa la situation avec réalisme et sobriété. Il avait enfin abandonné l'idée d'une attaque allemande en Champagne et soulignait les efforts déjà réalisés pour combler le « vide » qui s'élargissait entre les forces anglaises et françaises. Il avait déjà engagé quarante divisions et, cette fois-ci, l'artillerie divisionnaire suivait. Mais, jusqu'où iraient les sacrifices ? On sentait bien qu'il était peu confiant dans les capacités de résistance de l'armée britannique.

Foch prit alors la parole. Il ne mesurait qu'un mètre soixante et onze, une tête de moins que Pétain, mais savait cambrer les reins et redresser la taille. Tout en se présentant davantage en futur coordonnateur qu'en généralissime potentiel, il fit une analyse tellement énergique et éclatante, qu'il électrisa littéralement les participants et les convainquit en un moment

qu'il existait d'autres solutions qu'un repli général, même maîtrisé, sur les ports de la Manche ou les défenses avancées de Paris.

– Nous n'avons qu'à essayer et qu'à vouloir! Le reste sera facile! Moi, je me battrais devant Amiens! Je me battrais dans Amiens! Je me battrais sans m'arrêter! Je me battrais tout le temps!

En pleine séance, Douglas Haig déclara qu'il suivrait volontiers les avis du chef d'état-major général si celui-ci consentait à lui en donner et le ministre de Sa Majesté accepta l'idée d'une coordination d'action de toutes les armées alliées sur le front Ouest. Il donnait ainsi à Foch une position indépendante, à partir de laquelle il pourrait s'entendre avec les commandants en chef. Ceux-ci étaient invités fermement à lui fournir tous les renseignements nécessaires.

Cette décision fut saluée comme une victoire dans le camp français et dans la presse parisienne, d'autant que quelques jours plus tard, dans une petite ferme près de Clermont sur Oise, le commandant en chef des forces américaines en France, le général Pershing, se démarquant des consignes de son gouvernement, vint en personne à la rencontre de Foch, pour mettre toutes ses troupes à sa disposition.

– Infanterie, artillerie, aviation, tout ce que nous avons est à vous! Disposez-en comme il vous plaira!

Et il envoyait aussitôt un télégramme à Washington pour rendre compte, tandis que la Première Division américaine, qui venait d'être constituée à neuf régiments, était dirigée vers la Picardie.

Les premières mesures du nouveau coordonnateur tombèrent très vite, dès la fin de l'après-midi du 26, avec un ordre donné à deux unités de l'armée Debeney de se porter en